



**HAL**  
open science

## Agir localement sur la pollution de l'air (éditorial)

Denis Bard

► **To cite this version:**

Denis Bard. Agir localement sur la pollution de l'air (éditorial). Environnement, Risques & Santé, 2017, 16 (4), pp.332-333. hal-03715588

**HAL Id: hal-03715588**

**<https://ehesp.hal.science/hal-03715588>**

Submitted on 28 Nov 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Agir localement sur la pollution de l'air

**DENIS BARD**

École des Hautes Études  
en santé publique  
15, avenue du Professeur  
Léon Bernard  
35043 Rennes  
France  
<denis.bard@ehesp.fr>

**Tirés à part :**  
D. Bard

Les effets néfastes pour la santé de la pollution atmosphérique sont solidement établis depuis plus de dix ans, notamment les atteintes cardio-respiratoires à court terme, observées dans les 24 à 48 heures pour un niveau donné de pollution. Un point extrêmement important est qu'il n'apparaît pas de niveau de pollution à risque nul. Les impacts directs (mortalité, consommation de soins, absentéisme) font l'objet d'évaluations économiques de plus en plus précises. En 2013, le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a conclu que la pollution atmosphérique était un cancérigène certain pour l'homme [1]. Des données scientifiques en nombre et qualité croissantes indiquent que cette pollution pourrait porter d'autres risques à moyen (effets sur la reproduction, poids de naissance des nouveau-nés) et long termes (affections neurologiques dégénératives comme la maladie d'Alzheimer ou immuno-inflammatoires comme la sclérose en plaques). Des incertitudes demeurent sur les impacts de cette pollution, différenciés selon l'effet spécifique de ses composants (par exemple, la composition chimique des particules) ou les méthodes d'attribution des sources et d'évaluation des impacts. La pollution de l'air est l'une des menaces environnementales les mieux caractérisées. Il faut donc s'intéresser aux moyens d'agir sur les niveaux de pollution.

Les sources de pollution de l'air font l'objet d'une réglementation européenne très détaillée, les niveaux de pollution, bien surveillés depuis longtemps, tendent d'ailleurs à décroître peu à peu, mais les impacts santé demeurent importants (pas de seuil d'action, rappelons-le), ainsi que les coûts économiques associés. L'Agence Santé publique France estime ainsi que, à urbanisation et taille égales, ramener les niveaux de pollution de l'air de l'ensemble des communes de France à ceux des communes les moins polluées permettrait un gain important d'espérance de vie. À l'échelle de notre pays, cela représenterait plus de 650 000 années de vie gagnées pour la population à partir de l'âge de 30 ans.

Les niveaux de pollution atmosphérique en un point donné sont le produit de phénomènes physico-chimiques et de transport des polluants, de l'échelle macro-régionale à l'échelle locale, où la pollution de l'air ambiant est en interaction avec la qualité de l'air intérieur. Il est légitime et pertinent de s'interroger sur les possibilités d'action à l'échelle locale, en ville au premier chef puisque les populations tendent à s'urbaniser de plus en plus. Une action menée en ville aura d'autant plus d'impact que la densité est importante. Par ailleurs, les municipalités disposent de compétences qui leur permettent d'agir à la fois sur la production de la pollution de l'air et sur les expositions à cette dernière : ce sont les plans d'urbanisme et les plans de déplacements urbains (PDU). Les régions ont, pour leur part, compétence pour la définition des orientations en matière de développement économique. Il y a donc de considérables possibilités d'action, entre l'application de la législation, hexagonale et européenne, et les démarches individuelles.

Les plans d'urbanisme permettent de prévoir des aménagements favorables à la santé, tels des espaces verts, dont la littérature récente montre que leur seule présence contribue au bien-être de la population. En termes de réduction des expositions,

Pour citer cet article : Bard D. Agir localement sur la pollution de l'air. *Environ Risque Sante* 2017 ; 16 : 332-333. doi : 10.1684/ers.2017.1036

l'urbanisme peut favoriser la circulation des masses d'air et diluer ainsi la pollution atmosphérique, donc l'exposition, dans une mesure à évaluer, des aménagements piétonniers. Accroître la « marchabilité » permet d'éviter l'usage de véhicules en toute hypothèse polluants. L'architecture doit également être encouragée à prendre en compte, dès la conception, les problématiques de la pollution des atmosphères intérieures.

Les PDU permettent, quant à eux, de réduire les niveaux de pollution en privilégiant les transports en commun non polluants, la création de pistes cyclables, la « marchabilité » encore. Il faut souligner les co-bénéfices pour la santé de ces démarches qui encouragent l'activité physique !

Un aspect à ne pas négliger est que les collectivités territoriales peuvent aussi pratiquer des politiques d'équité ou de « justice » environnementale, visant à réduire les fardeaux inégaux de la pollution atmosphérique selon le niveau socio-économique.

La Société française de santé environnement (SFSE) a réuni en 2016 à Strasbourg, son congrès annuel précisément sur ces thèmes. Les échanges y ont été riches. La définition de principes d'action soulève toutefois de nombreuses questions qui montrent le besoin d'une évolution des pratiques vers des approches plus cohérentes et intersectorielles.

Si les motifs d'action de santé publique avec des niveaux de preuves variés s'accumulent, les moyens d'agir restent largement débattus. Dans une perspective d'action, se pose le problème de la juste appréhension par les décideurs des données scientifiques, incertitudes comprises, mais aussi des méthodologies appropriées. Les conditions de ce transfert de connaissances font l'objet de travaux en nombre croissant, leur mise en œuvre efficace reste délicate et doit continuer de faire l'objet de recherches.

Le congrès 2016 a rassemblé près de 200 personnes durant deux jours, scientifiques, opérateurs de terrain et décideurs, pour avancer vers la formulation de principes d'action au niveau des villes et des régions. Cette manifestation a permis de contribuer à définir les éléments d'appui aux décideurs confrontés à la complexité du sujet et les moyens d'impliquer les citoyens, acteurs nécessaires de leur propre santé. ■

## Remerciements et autres mentions

**Financement** : aucun ; **liens d'intérêts** : l'auteur déclare ne pas avoir de lien d'intérêt.

L'éditorial n'engage que son auteur.

## Référence

1. International Agency For Research on Cancer. *Outdoor air pollution. IARC monographs on the evaluation of carcinogenic risks to humans*. Volume 109. Lyon: IARC, 2016..